

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

MAPA

N° 25 008

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

Organisme de sécurité sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9

OBJET DU MARCHE

83 – TOULON - Dégraissage des conduits des hottes de la cuisine professionnelle de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS).

Table des matières

1	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	4
2	OBJET DU MARCHE	4
3	ALLOTISSEMENT	4
4	PROCEDURE, FORME ET ETENDUE DU MARCHE.....	4
4.1	Procédure et forme du marché	4
4.2	Montant maximum.....	5
5	DUREE DU MARCHE.....	5
6	PRESTATIONS DU MARCHE.....	5
6.1	Lieux d'exécution.....	5
6.2	Type de prestations	5
6.2.1	CONDITIONS GENERALES DE LA PRESTATION	5
6.2.2	HORAIRES.....	6
6.2.3	SUIVI DES VISITES.....	6
7	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
8	CLAUSE DE REEXAMEN	6
9	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	7
9.1	Représentation des parties.....	7
9.1.1	REPRESENTATION DE L'ACHETEUR.....	7
9.1.2	REPRESENTATION DU TITULAIRE.....	7
9.1.3	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS.....	7
9.1.4	REMPLACEMENT DES INTERVENANTS.....	8
9.2	Conditions d'exécution	9
9.2.1	EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	9
9.2.2	CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE.....	10
9.3	Obligations du titulaire	10
9.3.1	EXIGENCES RELATIVES AUX PRESTATIONS	10
9.3.2	OBLIGATION DE CONSEIL.....	10
9.3.3	OBLIGATION D'INFORMATION	10
9.3.4	OBLIGATION DE RESULTAT	10
9.4	Responsabilité du titulaire.....	10
9.5	Mesures de sécurité	11
9.6	Considérations sociales	11
9.6.1	CLAUSE SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE.....	11
9.6.2	MISE EN OEUVRE	11
9.6.3	CONTROLE ET EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE.....	12
9.7	Considérations environnementales.....	12
9.8	Traitement de données à caractère personnel	12
9.9	Confidentialité et secret des affaires.....	13
9.10	Vérification et constatation de l'exécution des prestations.....	14

9.11	Garanties.....	14
9.12	Primes	14
9.13	Pénalités	14
9.13.1	PENALITES DE RETARD.....	14
9.13.2	SEUIL D'EXONERATION DES PENALITES.....	14
10	REGIME FINANCIER.....	15
10.1	Forme et contenu des prix.....	15
10.2	Révision des prix	15
10.3	Clause de déclenchement de la variation de prix.....	16
10.4	Avances.....	16
10.5	Acomptes.....	16
10.6	Modalités financières	16
10.6.1	FACTURATION	16
10.6.2	DELAIS DE PAIEMENT.....	16
10.6.3	CESSION - NANTISSEMENT	17
10.6.4	DECLARATION DU SOUS-TRAITANT	17
11	MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES.....	17
12	DISPOSITIONS DIVERSES	18
12.1	Echanges dématérialisés	18
12.2	Langues	18
12.3	Assurances	18
12.4	Autres obligations administratives	19
12.5	Résiliation	20
12.6	Exécution aux frais et risques du titulaire	20
12.7	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	20
12.8	Différends	23
12.9	Litiges et contentieux	23
13	DEROGATIONS AU CCAG	23

1 IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier 83090
Toulon Cedex 9.

La Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS) est un établissement public national à caractère administratif, doté de l'autonomie juridique et financière. Son activité relève du service public.

Sa mission essentielle est de servir aux militaires et à leur famille les prestations prévues par la loi, en remboursant les frais de soins nécessités par la maladie ou la maternité.

A titre complémentaire, elle intervient en faveur de ses assurés les plus démunis sur son fonds d'action sanitaire et sociale.

Par ailleurs, elle développe des actions de prévention. Depuis 2004, les soins liés aux APIAS (affection présumée imputable au service) sont remboursés par la CNMSS pour le compte de la DCSSA. Depuis 2010, elle reprend, pour le compte de l'Etat, la mission de remboursement des soins médicaux gratuits et des dépenses d'appareillage, au profit des anciens combattants titulaires d'une pension militaire d'invalidité.

Extrait du guide d'accueil de la CNMSS.

2 OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet le dégraissage des conduits des hottes de la cuisine professionnelle de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS).

Le marché porte sur des prestations de services.

Code CPV de la consultation :

- 50883000 : service réparation et entretien du matériel de restauration.

Code famille CNMSS : 81.11 Maintenance des équipements de restaurant et de cuisine.

Enveloppe fonctionnement et gestion courante.

3 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti. En effet, les prestations sont homogènes et concourent à un même objet.

4 PROCEDURE, FORME ET ETENDUE DU MARCHE

4.1 Procédure et forme du marché

La procédure de la consultation est une procédure adaptée, passée conformément aux articles R. 2123-1 et R.2123-4 du code de la commande publique (CCP).

Il s'agit d'un marché composite, constitué d'un :

- Poste 1 : forfaitaire pour les prestations préventives programmées récurrentes de :
 - Nettoyage et dégraissage des deux installations d'extraction des hottes de la cuisine,
 - Contrôle de la vacuité de l'ensemble des conduits.
- Poste 2 : exécuté par l'émission de bons de commandes (articles R.2162-2 et suivants du CCP) pour les prestations détaillées dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

4.2 Montant maximum

Le marché est passé sans montant minimum et avec un montant total maximal sur la durée totale toutes reconductions comprises de 39 000 € HT, soit 46 800 € TTC.

Le présent marché cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum est atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

5 DUREE DU MARCHE

La durée du marché est d'un an (1) à compter de la date de notification.

Le marché est reconductible de manière tacite au plus trois (3) fois, à date anniversaire, pour la même durée sans pouvoir excéder une durée totale de 4 ans. Le titulaire du marché n'a pas la faculté de refuser cette reconduction.

Toutefois, s'il est décidé de ne pas reconduire le marché, le titulaire en est informé par décision expresse avant le terme de la période annuelle en cours.

Dans l'hypothèse où le marché n'est pas reconduit, les marchés subséquents émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

6 PRESTATIONS DU MARCHE

6.1 Lieux d'exécution

Les prestations se déroulent, dans la cuisine collective de la CNMSS, située 256 avenue Jacques Cartier à TOULON (83 000).

6.2 Type de prestations

L'ensemble des prestations attendues sont décrites dans le CCTP.

6.2.1 CONDITIONS GENERALES DE LA PRESTATION

Les travailleurs isolés sont interdits : il est impératif que l'équipe intervenant soit composée au minimum de deux personnes.

Préalablement à ses interventions, le titulaire du marché prend connaissance des règles et procédures de sécurité et conditions d'intervention sur le périmètre d'implantation de l'établissement et doit impérativement s'y conformer. En toutes circonstances, les dispositions du code du travail, de la réglementation en vigueur et les mesures d'hygiène et de sécurité sont obligatoirement respectées.

Le prestataire doit effectuer les démarches administratives nécessaires à la réalisation des différentes prestations. L'ensemble des frais liés aux démarches administratives est à la charge du titulaire. Les documents (copies de demandes, autorisations, etc.) liés à ces démarches sont obligatoirement transmis au représentant désigné de la CNMSS.

Le titulaire du marché doit préalablement et pendant les travaux, mettre en place une signalisation temporaire conforme aux règlements en vigueur.

Le titulaire du marché **dispose de son propre matériel** de signalisation.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter la dégradation du site.

6.2.2 HORAIRES

Les jours ouvrés s'entendent du lundi au vendredi de 8h00 à 18 h00.

6.2.3 SUIVI DES VISITES

Toutes les visites font l'objet d'un rapport d'intervention établi par le prestataire qui précise :

- ✓ La date et l'heure de réception de la demande d'intervention ;
- ✓ L'objet de l'intervention incluant une description détaillée de l'incident : lieu, matériel concerné, localisation, phénomène constaté ;
- ✓ Le nom de l'intervenant ;
- ✓ Les opérations réalisées et les pièces remplacées ;
- ✓ Les pièces commandées ;
- ✓ Les opérations à prévoir, incluant la fourniture d'un devis ;
- ✓ La date et l'heure de début d'intervention.

Le rapport d'intervention est signé par le représentant de la Cnmss.

7 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Conformément au CCAG/FCS (art 4.1), les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - n° 1 : Bordereau de Prix Unitaires,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - n° 1 : Fiche d'évaluation ,
 - n° 2 : Convention de stage,
 - n° 3 : Fiche de stage,
 - n° 4 : Défense mobilité.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique remis du titulaire : mémoire technique.

8 CLAUSE DE REEXAMEN

La CNMSS peut être amenée à modifier le périmètre des prestations. Aussi, il est inséré dans le présent marché une clause de réexamen.

En application des articles R. 2194-1 et suivants du CCP, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, si l'intégration de prestations nouvelles est rendue nécessaire à l'objet du marché. Ces modifications peuvent consister notamment en un(e) :

- Variation du besoin : de nouvelles prestations (ou suppression) nécessaires au bon fonctionnement. Ces variations peuvent porter sur le poste n°1 (prestations forfaitaires) et/ou sur le poste n°2 (prestations ponctuelles).
- Ajout de prestations, afin de se conformer aux évolutions techniques et réglementaires,
- En cas de diminution des prestations à réaliser, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité,
- Modification de la clause de révision des prix si celle-ci ne s'avère pas adaptée en cas de forte variation des prix.

Il est entendu que les modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord cadre.

En cas de prestations nouvelles ou de variation à la hausse ou à la baisse des prestations, il est demandé au titulaire d'établir une proposition tarifaire, et un délai de mise en place, au vu des éléments échangés entre le titulaire et la CNMSS.

Un acte modificatif bilatéral est rédigé et la formalisation de ces modifications est effectuée par la mise à jour des annexes financières.

La prise en compte des modifications dans les factures et paiements est effective à compter de la date de notification de l'acte additionnel, où de sa date de prise d'effet si celle-ci est postérieure.

En cas de diminution des prestations à réaliser, le titulaire ne peut prétendre à une quelconque indemnité.

Les évolutions peuvent avoir une répercussion financière, sans toutefois pouvoir excéder le montant maximum du marché.

Tous les échanges sont réalisés via le profil acheteur « PLACE » (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

9 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

9.1 Représentation des parties

9.1.1 REPRESENTATION DE L'ACHETEUR

Au sens du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, le représentant légal de la personne publique concernée, représentant de l'acheteur est le directeur de la caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS) située à Toulon.

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

9.1.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE

Le titulaire du marché désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'acte d'engagement. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.1.3 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

Le titulaire est responsable :

- Du personnel intervenant pour son compte,
- De la réalisation de la prestation,
- Du niveau de sécurité du personnel et des biens.

Le titulaire s'engage à la réalisation des prestations par un personnel qualifié, compétent, ayant reçu les formations adaptées et disposant des habilitations requises.

Outre les protections individuelles de sécurité, le personnel d'exécution doit être équipé de vêtements de travail identifiables par la couleur ou le sigle de la société, appropriés aux opérations relatives à la prestation.

Dans la mesure où des personnels du titulaire interviennent au sein de l'établissement, l'accès au site de la Cnmss est réglementé comme suit : **Tout intervenant sur les sites de la Cnmss doit pouvoir justifier de son identité, afin**

d’y accéder. Par conséquent, la présentation d’une pièce d’identité est obligatoire. Par ailleurs, la Cnmss doit être informée au préalable des identités des intervenants afin de faciliter les démarches d’accessibilité aux sites. **Le prestataire doit toujours être muni d’une pièce d’identité valide. Cette dernière ne doit pas être dématérialisée.**

Le prestataire accepte de se conformer aux conditions d’accès définies par la Cnmss. Le personnel du titulaire circulant à l’intérieur de la Cnmss doit être muni d’un badge.

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu’il s’agisse d’accès physiques à des locaux ou d’accès logiques à des informations.

Rappel : le titulaire est tenu d’informer ses sous-traitants des mesures de sécurité qui s’imposent à lui pour l’exécution et doit s’assurer du respect de ses obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire met à disposition de l’acheteur l’ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande de l’acheteur.

Les bâtiments de la CNMSS sont placés, dans le domaine de la défense-sécurité, sous le contrôle du ministère des armées. En conséquence, au vu de l’article R114-4 du code de la sécurité intérieure, une enquête administrative pourra être demandée pour le personnel du titulaire et le personnel des sous-contractants du titulaire appelés à intervenir sur le site du marché. En fonction des résultats de cette enquête, la CNMSS se réserve le droit de refuser l’accès au personnel concerné du titulaire ou du sous-contractant.

9.1.4 REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Pendant toute la durée d’exécution du marché, l’acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d’un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d’un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l’approbation de l’acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 8 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s’est engagé sur l’intervention d’une personne physique nommément désignée et que celle-ci n’est plus en mesure d’accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l’acheteur.

Dans les 30 jours suivants cette notification à l’acheteur, le titulaire doit communiquer à l’acheteur le nom et le curriculum vitae d’un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l’acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire.

Si, dans ce délai, l’acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d’un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l’acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

9.2.1 EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le représentant de la Cnmss indique sur le bon de commande le délai d'exécution concernant les prestations ponctuelles.

Ils mentionnent la nature, les quantités, le volume de la prestation, ainsi que le délai d'exécution et désignent l'interlocuteur de la CNMSS affecté à chaque opération.

En cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture),
- Les coordonnées du bénéficiaire] (SIRET, ...),
- La date d'émission du bon de commande,
- Le numéro du marché,
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement,
- La désignation et la quantité des prestations commandées,
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation aux articles 13.3.1, 13.3.2 et 13.3.3 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 5 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 5 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 12 mois suivant la fin du marché.

À tout moment, l'administration peut être amenée à annuler un bon de commande. Dans ce cas, les prestations qui auront été exécutées seront dues au titulaire.

Pour les prestations non exécutées, le titulaire pourra prétendre à une indemnité correspondant à la perte de la marge bénéficiaire qu'aurait dégagée l'exécution de la totalité des prestations prévues dans le bon de commande, et, le cas échéant et sur justificatifs, aux dépenses qu'il a engagées pour pouvoir satisfaire à ses obligations contractuelles.

En tout état de cause, cette indemnité ne sera pas supérieure à 5% du montant du bon de commande concerné.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

9.2.2 CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE

En cas de réponse non satisfaisante dans l'exécution du marché (délai ne respectant pas les exigences du marché, qualité ne correspondant pas aux exigences,...) l'administration se réserve le droit de réaliser une commande auprès d'un autre prestataire.

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1% du montant total du marché ou la somme de 4 000 euros HT.

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1 EXIGENCES RELATIVES AUX PRESTATIONS

L'ensemble des opérations est effectué sous la responsabilité pleine et entière du titulaire du marché.

Le titulaire s'engage à assurer :

- La qualité et le suivi des prestations pendant toute la durée d'exécution du marché,
- Les prestations de façon constante, rigoureusement conformes aux spécifications du cahier des clauses techniques particulières,
- Le résultat de la prestation demandée.

9.3.2 OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte de dysfonctionnement, dangers au titre de ses prestations. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9.3.3 OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3.4 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

9.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

9.5 Mesures de sécurité

En toutes circonstances, les dispositions du code de travail, la réglementation en vigueur et les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être respectées.

Avant chaque intervention, le titulaire du marché fournit et met en place toutes les mesures de sécurité collectives et d'isolement des zones de travail, telles que les barrières rigides contreventées, les affichages, la signalétique, la rubalise, les plots, etc.

9.6 Considérations sociales

9.6.1 CLAUSE SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

La clause sociale du militaire blessé a pour objet de proposer **un stage de découverte non rémunéré** à un militaire blessé identifié par Défense mobilité, en charge de la reconversion des militaires.

Le contenu du stage est décrit dans la fiche de stage fournie par le titulaire lors de la remise de son offre (cf. annexe n°3 du présent document). Une mise au point peut être réalisée au moment de la notification de l'accord-cadre entre toutes les parties prenantes.

Le volume horaire minimal exigé est d'un mois (4 semaines) de stage (date à date), à réaliser au profit d'un blessé, au minimum, pendant la durée d'exécution du marché.

Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Il n'y a pas d'obligation, pour le titulaire, de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Cette clause est applicable au présent accord-cadre et bons de commandes conclus sur son fondement.

9.6.2 MISE EN OEUVRE

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou de l'acheteur, dès qu'un ou plusieurs profils de blessés sont proposés par Défense mobilité.

La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la fiche de stage – qui a une fonction de dialogue – peut être ajustée selon le ou les profils proposés par Défense mobilité, et la convention de stage est renseignée et signée.

Conformément à cette dernière, le référent entreprise accueille le stagiaire dans ses locaux, en immersion complète ou sur le lieu d'exécution des prestations définies à l'accord-cadre. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le suivi de l'exécution de la clause sociale est réalisé par Défense mobilité, qui s'assure du respect du contenu du stage tel que décrit dans la convention de stage (cf. annexe n°2 du présent document).

9.6.3 CONTROLE ET EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire répond à toute demande de la personne publique relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Il s'engage à faciliter les contacts entre toutes les parties prenantes au dispositif.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés conformément à la demande formulée par la personne publique.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer Défense mobilité et l'acheteur afin d'étudier, ensemble, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

A l'issue du stage, Défense mobilité et le référent entreprise réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de sa bonne exécution, conformément au modèle établi en annexe n°1 du présent document.

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par Défense mobilité, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés.

A la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

9.7 Considérations environnementales

La Cnmss porte une attention particulière aux actions menées dans le cadre du développement durable.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des prestations et du transport lors des interventions.

La planification du transport doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.

Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les techniques déployées pour accomplir les prestations commandées : opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

9.8 Traitement de données à caractère personnel

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent marché s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel.

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques : Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent marché.

9.9 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de manquement grave ou répété de violation de cette obligation, la résiliation du marché est aux torts du titulaire. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

9.10 Vérification et constatation de l'exécution des prestations

Les diverses prestations doivent être conformes aux descriptions faites au cahier des clauses techniques particulières.

Les opérations de vérification sont décrites dans le CCAG/FCS (chapitre 5).

9.11 Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

9.12 Primes

Sans objet.

9.13 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

9.13.1 PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le montant des pénalités est établi pour une somme fixe.

	Durées	Point de départ du délai	Pénalités de retard
Délais d'exécution des prestations forfaitaires	1 mois	Envoi courriel de la CNMSS	En jours calendaires. 20 € par jour de retard.
Délais d'exécution des prestations hors forfait	1 mois	Envoi courriel de la CNMSS	En jours calendaires. 20 € par jour de retard.

9.13.2 SEUIL D'EXONERATION DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG de référence, le titulaire s'acquitte des pénalités dès 100 euros.

10 REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Le prix est forfaitaire (poste n°1) pour les prestations préventives, programmées telles que définies sur l'acte d'engagement.

Le prix est unitaire (poste n°2) pour toutes les autres prestations réalisées sur bon de commande.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu du fait générateur. En cas de changement du taux de TVA, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

Seules les clauses contractuelles du marché sont applicables et se substituent aux conditions générales d'achat et autres usages commerciaux pratiqués par les entreprises.

Tous les frais non précisés sont à la charge du titulaire du marché.

10.2 Révision des prix

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché en application de la formule de révision ci-dessous, par communication de nouveaux prix, à la CNMSS, au moins un mois avant la date prévue pour la révision des prix, par courrier ou courriel avec accusé de réception.

La CNMSS valide la demande de révision des prix dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. Si le titulaire n'a pas de réponse dans ce délai, sa demande est réputée acceptée.

$$P = P_o * (0,15 + 0,60 \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TSo} + 0,25 \frac{IP}{IP_o})$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = Prix initial

ICHTrev-TS = Valeur du dernier indice mensuel définitif connu au mois précédant celui de la révision
Indice mensuel du coût horaire du travail publié sur le site Internet www.insee.fr, sous l'identifiant 001565187.

ICHTrev-TSo = Valeur de l'indice du mois de la date limite de remise des offres

IP = Valeur du dernier indice mensuel définitif connu au mois précédant celui de la révision
Indice des prix de production de l'industrie française pour le marché français publié sur le site Internet www.insee.fr, sous l'identifiant 010764050.

IP_o = Valeur de l'indice du mois de la date limite de remise des offres

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision est calculée avec les valeurs définitives des indices ; il n'est pas prévu de révision provisoire des prix.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la révision des prix est celle proposée par l'INSEE en remplacement de la série arrêtée.

L'application de la révision des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation.

10.3 Clause de déclenchement de la variation de prix

La variation des prix annuelle est appliquée, dès lors que le montant de ladite variation du prix est supérieur à 3% par rapport au prix de l'offre ou de la dernière révision.

En cas de variation de prix annuelle inférieure ou égale à 3%, par rapport au prix de l'offre ou de la dernière révision, le prix n'est pas modifié.

10.4 Avances

Conformément aux dispositions de l'article R2191-3 du CCP.

10.5 Acomptes

Conformément aux dispositions de l'article R2191-20-21-22 du CCP.

10.6 Modalités financières

10.6.1 FACTURATION

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture, laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

Le paiement intervient après service fait concernant les prestations ponctuelles (poste 2).

Le paiement des prestations à prix global et forfaitaire (poste 1) intervient après service fait de chaque type d'intervention à chacun des prix indiqués sur l'acte d'engagement.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution complète des prestations, lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Dates, références (numéro et désignation) du présent marché,
- Numéro d'engagement juridique (EJ) du marché,
- Le code service numéro 77,
- La désignation de la prestation exécutée ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

La facture est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée à la Caisse Nationale militaire de Sécurité Sociale.

Les factures sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro.

<https://chorus-pro.gouv.fr> / Siret CNMSS : 180 090 045 00014 / code service N° 77

Pour toutes demandes relatives à la facturation vous pouvez contacter le bureau facturier à l'adresse mail suivante : DAC.BF@cnmss.fr (aucune facture ne doit être transmise à cette adresse).

10.6.2 DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement intervient par virement au compte correspondant au relevé d'identité bancaire joint par le titulaire, après service fait, sur présentation de sa facture sur Chorus Pro.

La monnaie du marché est l'euro.

La CNMSS procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture par le maître d'œuvre.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

10.6.3 CESSION - NANTISSEMENT

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité dématérialisé nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique. Sont désignés :

Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-60 relatif aux marchés publics :

- Le Directeur de la CNMSS.

Comme comptable assignataire des paiements :

- L'Agent comptable de la CNMSS – 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon cedex 9.

10.6.4 DECLARATION DU SOUS TRAITANT

Le titulaire peut, dès l'offre, ou avant intervention, décider de sous-traiter une partie des prestations, sous réserve d'acceptation du sous-traitant potentiel et d'agrément de ses conditions de paiement.

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC4 « acte spécial de sous-traitance ».

Ce formulaire est adressé dûment renseigné et signé, notamment pour le bénéfice ou non du paiement direct, à la CNMSS.

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments des articles R. 2193-1 à 4 du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

11 MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

12 DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Echanges dématérialisés

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Concernant les échanges électroniques ils seront possibles via la plate-forme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

En cas d'indisponibilité de la PLACE, par courriel, le titulaire (ou la CNMSS) accuse réception formellement et explicitement de l'information ou de la décision par un retour de courriel mentionnant outre son nom et qualité une phrase du type :

«j'accuse réception le (date réception) du (bon de commande n° xxx, de la demande de prolongation etc....)»

12.2 Langues

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

12.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

12.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail : Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché par le titulaire.

Pour assurer au mieux ce suivi de ses obligations, issues des articles L.8222-1 et suivants et D.8222-5 et D.8254-2 du Code du travail, la CNMSS a choisi de confier à la plateforme Hiveo, cette collecte et vérification documentaire.

A l'issue de la notification du marché, le titulaire reçoit un courriel d'invitation du site Hiveo, afin de créer son compte et de déposer les documents énumérés ci-dessus. Le coût de cette solution, entièrement pris en charge par la CNMSS, est donc gratuit pour le titulaire du marché.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

12.5 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Résiliation du marché

Cet article complète les dispositions prévues à l'article 38 à 45 du CCAG/FCS. En cas de non-respect des obligations résultant de l'exécution des clauses prévues au présent marché ou en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues, la CNMSS se réserve le droit, après mise en demeure restée infructueuse de résilier le marché.

Cette résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité.

12.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, la CNMSS peut faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG FCS.

12.7 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. [Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande : L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

[La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire du marché doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10%. Elle peut dépasser ce taux si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.]

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 du CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. [Ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...].

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

12.8 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.9 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Toulon.

13 DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAP	Déroge à l'article du CCAG/FCS
9.2.1	3.7.2 : « Délais d'observations sur les bons de commande »
9.2.1	13.3.1 ,13.3.2,13.3.3 : « Délais sur les demandes de prolongation d'un bon de commande »
9.13.1	14.1.1 « Montant des pénalités »
9.13.2	14.1.3 « Seuil d'exonération des pénalités »